Censure du gouvernement Barnier: il chute sur le financement de la Sécurité sociale

Publié le 27 décembre 2024 par Michel Limousin

©

Prenons un peu de recul sur le chaos politique qui touche la France. La motion de censure est tombée sur le gouvernement qui n'a pas su répondre aux besoins du pays et dans un contexte global de rejet du pouvoir macronien. Mais un fait nouveau est là :

c’est bien sur le budget annuel de la Sécurité sociale que le gouvernement est tombé. C’est dire l’importance que cette question revêt aujourd’hui pour les français.

Le projet 2025 de budget de la protection sociale est le reflet de la politique générale des différents gouvernements qui se sont succédé ces dernières années : une réforme des retraites qui allonge la durée du travail et diminue les pensions (travailler plus pour gagner moins), aucune prise en compte de la pénibilité, une augmentation des restes à charge avec une augmentation des tarifs des mutuelles (démutualisation), une réduction des remboursements associée à une hausse des tarifs (difficultés d'accès aux soins), la réduction des moyens accordés aux hôpitaux (privatisation à la clé), la réduction de l’AME pour les immigrés, la restriction des aides familiales (baisse de la natalité), aucun progrès sur le handicap (baisse des minimas sociaux), pas d’augmentation du nombre de soignants en particulier des médecins, etc.

Le gouvernement qui prône la politique de l’offre n’applique pas cette idée aux services publics, à l’hôpital, à la médecine ambulatoire, à la prévention ou à la politique familiale. Il réserve cela au secteur privé et aux employeurs. On le voit particulièrement avec les exonérations de cotisations patronales qui sont plus importantes que ne l’est le déficit global lui-même de la protection sociale.

La cotisation sociale est progressivement abandonnée au profit de la fiscalisation. Les revendications populaires sont négligées et les organisations syndicales sont exclues du champ de la négociation.

C’est cela la cause profonde du rejet de cette politique. Ce n’est pas une affaire politicienne. La motion de censure à l’Assemblée nationale traduit le rejet de la politique de Macron et de Barnier par le peuple. C’est pourquoi nous avons consacré l’essentiel de ce numéro 51 des Cahiers à cette question en donnant une analyse détaillée de la situation.

Alors, bonne lecture et aussi bonne année, en espérant que nous serons entendus grâce aux mobilisations à venir.